

CONVENTION DE CONCESSION

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

**Concession de distribution publique de gaz liquéfié
sur le territoire de la commune
de Saint-Pierre-la-Cour
24DSP02**

Territoire d'énergie Mayenne

Territoire d'énergie Mayenne
Centre d'affaires Technopolis
Rue Louis de Broglie
Bâtiment R

Entre les soussignés :

Le syndicat mixte fermé **Territoire d'énergie Mayenne**, représenté par son Président, Monsieur Richard Chamaret, mandataire de la commune de **Saint-Pierre-la-Cour**, auquel celle-ci a transféré son pouvoir concédant, dûment habilité à cet effet par délibération du Comité syndical en date du 12 décembre 2012.

Le siège de Territoire d'énergie Mayenne est situé Parc Technopolis - Bâtiment R - rue Louis de Broglie - 53810 Changé

Désigné ci-après : « **l'autorité concédante** »

Et

....., dont le siège est situé,
représenté par M,
en qualité de,
agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés le

Désigné ci-après par l'appellation : « **le concessionnaire** »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit.

Article 1

L'autorité concédante concède, dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales au concessionnaire qui accepte, la distribution du gaz propane, aux conditions du cahier des charges ci-après annexé, sur le périmètre partiel de la commune Saint-Pierre-la-Cour ainsi défini : rue des Pommiers, rue Fourmillon, rue des Halles, ruelle de la Petite Croix et chemin du Haut Louis (partiel).

Les commentaires figurant en pied de page du cahier des charges annexé à la présente convention font partie de celui-ci ; cette disposition ne fait toutefois pas obstacle à ce que ces commentaires soient actualisés en fonction de l'évolution de la législation ou de la réglementation sans qu'il soit nécessaire d'en prendre acte par voie d'avenant.

Article 2

La convention de concession entre en vigueur à la date du 19 juin 2025 pour une durée fixée à 5 ans. Par la présente convention, l'autorité concédante certifie qu'elle procédera aux formalités propres à rendre la convention exécutoire, conformément aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Article 3

Les parties se rencontreront et examineront l'opportunité d'adapter par avenant leur situation contractuelle dans les circonstances suivantes :

- a) En cas de survenance d'un cas de force majeure
- b) En cas de modification significative des conditions techniques d'exploitation

Article 4

À la demande de la partie la plus diligente, les parties se rencontreront, en vue d'examiner l'opportunité d'adapter par avenant leur situation contractuelle dans les circonstances suivantes :

- c) En cas de bouleversement des conditions technico-économiques de nature à rompre l'équilibre financier du traité de concession
- d) En cas de modification du cadre législatif ou réglementaire impactant la distribution publique du gaz distribué

Article 5

Le traité de concession, ensemble contractuel unique, est composé des pièces suivantes :

- ❖ Pièce n° 1 : la présente convention de concession
- ❖ Pièce n° 2 : le cahier des charges de concession
- ❖ Pièce n° 3 : les annexes au cahier des charges listées à l'article 37 du cahier des charges

En cas de contradiction ou de difficultés d'interprétation entre les différentes pièces du traité de concession, l'ordre de préséance est fixé comme suit :

- ✓ La convention de concession prévaut sur les annexes et le cahier des charges
- ✓ Les clauses particulières de l'annexe 1 prévalent sur le cahier des charges

Article 6

La présente convention est dispensée des droits d'enregistrement.

Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait à Changé, le

Pour l'autorité concédante,
Le président de Territoire d'énergie Mayenne,
Richard CHAMARET

Pour le concessionnaire,